

TOURISME À EL TARF

Des hôtels vides à El Kala, bousculade à la frontière tunisienne

C'est le paroxysme de la ruée des touristes algériens vers la Tunisie.

En effet, selon les dernières statistiques actualisées, hier, par la Police des frontières (PAF), «ce sont plus de 250 000 Algériens qui se sont rendus en Tunisie, depuis la fin du Ramadhan, via le poste-frontière d'Oum T'boul, alors que pour l'autre poste d'El Ayoun, réservé, prioritairement, pour le passage des marchandises, le nombre des touristes avoisine les 50 000 personnes qui ont effectué les démarches d'usage pour passer les frontières afin de rallier les établissements hôteliers tunisiens».

«La taxe du droit de passage, de 30 DT, imposée par les Tunisiens aux touristes non résidents, depuis 2015, ne semble pas décourager, outre mesure, nos compatriotes, nonobstant les innombrables et récurrents mouvements de protestations que connaissent les postes douaniers dans toutes les wilayas frontalières de l'Est algérien. Au contraire, ces jours-ci, ce sont des files de voitures atteignant les 10 km qui sont visibles au niveau des deux postes. Pire, pour le seul week-end dernier, en plus des milliers de voitures, ce sont plus de 100 bus pleins à craquer qui ont passé les frontières. Des sommes colossales en monnaies étrangères sont, ainsi et de fait, transférées légalement, en cette période de vaches maigres et d'austérité. C'est toute la politique et stratégie touristique du pays qui est mise à rude épreuve et qu'il faudra revoir de fond en comble», a affirmé, avec dépit et résignation, un cadre de la Direction du tourisme qui a préféré garder l'anonymat.

La diplomatie reprend les devants.

Dans le même registre, l'ambassadeur d'Algérie en Tunisie, M. Hadjar, a indiqué, hier, à notre confrère du site d'information arabophone *Erem News* que «des discussions sont en cours avec la partie tunisienne afin d'éviter une altération préjudiciable aux excellentes et historiques relations des deux pays». Et ajoute que «la taxe de 30 DT est, dans son essence, une décision souveraine tunisienne et dont notre pays n'est pas concerné.

Mais, compte tenu des bonnes relations entre les populations des deux frontières qui sont même familiales, les Tunisiens furent les premiers à réclamer l'abrogation de la décision de ladite taxe».

L'ambassadeur a révélé, par ailleurs, qu'un groupe de travail, dirigé par le consul général en Tunisie, a été mis sur pied il y a quelques jours dans l'objectif de coordonner les efforts de concertation avec les frères tunisiens pour arriver à un résultat satisfaisant pour les deux pays concernant le devenir de la taxe de 30 DT, et ce, sans tomber dans la surenchère médiatique. C'est une question qui se résout dans le cadre d'accords diplomatiques».

Un été sans touristes dans la wilaya d'El Tarf

«Les 18 établissements touristiques avec leurs 1 800 lits, en activité, que compte la wilaya, tournent au ralenti. Le taux d'occupation des chambres ne dépasse pas les 30%», a affirmé un gérant d'un hôtel sis au centre de la ville balnéaire d'El Kala, qui est pratiquement devenue, fait historique et anachronique, durant cette période estivale, une ville morte.

Les prix exorbitants pratiqués par l'ensemble des hôteliers, la médiocrité des prestations, le surenchérisme des produits de large consommation, la saleté des plages autorisées à la baignade qui sont dépourvues de sanitaires, d'électricité et d'eau potable, constituent, indéniablement, les principales causes qui ont fait fuir



La taxe ne décourage pas les Algériens.

les touristes vers le pays voisin, la Tunisie.

Quoi qu'il en soit, le tourisme qui est une industrie, en soi et à part entière, attend toujours une volonté politique majeure pour lui

donner ses lettres de noblesse et lui permettre de prendre son plein essor en cette conjoncture économique difficile et délicate pour le pays.

Daoud Allam

EN MOYENNE, QUATORZE PERSONNES DÉCÈDENT AU QUOTIDIEN SUR LES ROUTES

Encore un été meurtrier

L'Algérie enregistre annuellement une moyenne de 4 000 décès et une cinquantaine de milliers de blessés sur les routes. Les dispositifs mis en place par le gouvernement pour diminuer de l'hécatombe routière restent sans résultats.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Encore un été meurtrier sur nos routes. Les services de la Gendarmerie nationale ont enregistré 15 accidents de la circulation dont trois mortels et douze corporels dans la journée de lundi. Les unités de la Protection civile, elles, ont enregistré 14 décès pour la même journée.

Dans leur dernier communiqué, les services de la Protection civile ont relevé que du 7 au 13 août en cours, 2 952 interventions ont été effectuées suite à 1 586 accidents de la circulation ayant causé le décès de 43 personnes et 1 930 autres blessées, traitées et évacuées vers les structures hospitalières. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Béjaïa avec 7 personnes décédées et 66 autres blessées prises en charge.

En moyenne 4 000 personnes décèdent annuellement et une cinquantaine de milliers sont blessées suite à près de 67 accidents de la circulation par jour. Une agence d'assurances nous assure avoir traité 25 dossiers d'assurances liés aux accidents de la route depuis le

début de ce mois d'août. La saison estivale, nous indique-t-on, enregistre un plus grand nombre d'accidents.

L'insouciance des conducteurs, notamment les jeunes, est pour beaucoup dans cette macabre situation. Le site «Info trafic Algérie» créé sur le réseau social Facebook pour informer sur l'état du trafic routier est devenu, avec le temps, submergé par des posts sur des accidents.

L'état de nos routes, notamment l'autoroute Est-Ouest, serait, selon beaucoup d'internautes, à l'origine de nombreux accidents.

L'excès de vitesse, les dépassements dangereux, les manœuvres risquées, ou encore le non-respect de la priorité et de la vitesse limitée dans les agglomérations en sont les principales causes. Des plans du gouvernement «anti-terrorisme routier» ne manquent pas pourtant. Des éléments de la gendarmerie et de la Sûreté nationale sont déployés sur les routes pour sévir contre l'insécurité routière.

Radars, voitures banalisées, barrages et durcissement des peines n'arrivent, cependant, pas à venir à bout des comportements dangereux.

Le gouvernement mise, cependant, sur de nouvelles mesures notamment les mouchards et le permis à points. Mohamed Lazouni, président de l'association nationale de prévention routière, estime qu'il existe une défaillance énorme dans

la formation au niveau des autoécoles où l'on se contente de dispenser un apprentissage sur la manipulation et où l'on n'enseigne même pas la position ergonomique de la conduite. Il rappelle que la loi 87/09 a introduit dans son article 21 l'éducation à la sécurité routière dans les établissements scolaires. Celle-ci, dit-il, n'a jamais vu de textes d'application. «Si nous avions commencé à l'époque l'enseignement de l'éducation de la sécurité routière, nous aurions eu aujourd'hui une génération éduquée à la sécurité routière et au respect du code de la route», estime cet expert.

De son côté, Atika Maameri, présidente de la Fédération des associations des handicapés moteurs, joint sa parole à celle de Lazouni et appelle à l'introduction de l'éducation routière dans les programmes scolaires. «Avoir une formation de base dès le jeune âge est élémentaire», estime-t-elle.

La Gendarmerie nationale et le ministère de l'Éducation nationale ont signé une convention cette année pour former les jeunes écoliers à la prévention routière. Ces services devraient dispenser des cours dans les établissements scolaires lors des heures creuses pour former les petits au respect du code de la route.

Le projet devrait s'élargir aux autres wilayas du pays.

S. A.

LES JEUNES DEMEURENT LES PLUS CONCERNÉS

Prise en charge de plus de 5 000 toxicomanes durant le 1^{er} trimestre 2016

Le bilan de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT) pour le 1^{er} trimestre de 2016 est pire qu'il en a l'air. Il n'est que la partie visible de l'iceberg car le nombre total de toxicomanes non déclarés n'est pas près d'être connu.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Dans son rapport trimestriel, l'ONLDT parle de près de 5 350 toxicomanes ayant bénéficié d'une cure médicale et thérapeutique durant les trois premiers mois de 2016.

En allant un peu plus dans le détail de ces chiffres, ce sont principalement et particulièrement les tranches jeunes qui sont concer-

nées. Le classement des toxicomanes pris en charge suivant leur catégorie d'âge a révélé des statistiques catastrophiques : 39,57% sont âgés de 16 à 25 ans, 36,73% de 26 à 35 ans, 18,58% sont âgés de plus de 35 ans et 5,12% ont moins de 15 ans.

Concrètement, cette prise en charge a concerné 81,42% de toxicomanes ayant moins de 35 ans.

Ces chiffres sont véritablement dramatiques sachant que les 5,12% âgés de moins de 15 ans, soit 274 personnes, sont des mineurs, susceptibles d'être ou pas scolarisés dans des collèges, voire au primaire.

Née souvent de la délinquance, la toxicomanie touche adolescents et préadolescents au sein même de leurs établissements scolaires, sinon dans leur entourage. Tout en rappelant que la déperdition scolaire et les mauvaises fréquentations constituent un autre facteur déclencheur

de la consommation de drogues.

Pour ce qui est des profils des toxicomanes réceptionnés au niveau des centres de prise en charge, les statistiques recueillies auprès des services de lutte contre les stupéfiants, la gendarmerie, la police et les douanes attestent que 3 895 d'entre eux sont célibataires et 1 282 autres sont mariés, alors que 416 sont du sexe féminin. Manifestement, les jeunes célibataires sont doublement plus enclins à consommer de la drogue.

Toutefois, le véritable élément déclencheur de la toxicomanie est

certainement le chômage pour les jeunes adultes ou même les étudiants. En effet, le bilan évoque que 56,28% du nombre total de ces toxicomanes sont sans emploi et 10,30% sont des étudiants. Evidemment, la disponibilité accrue des différentes formes de drogues à de bas prix, ces dernières années, n'est pas la principale ou du moins la seule cause majeure de l'accoutumance, mais il y a surtout le saisissant malaise socio-économique de ces jeunes au sein de leur société.

N. B.